

# Aperçu des propositions en matière de coopération au développement des principaux partis francophones

Elections juin 2024

**Avant-propos** : Ce document résume les principales propositions des partis politiques francophones (par ordre alphabétique) en matière de coopération au développement.

Il s'agit d'une retranscription littérale des différents programmes pour les élections de juin 2024.

### **Atteindre l'objectif des 0,7 % du RNB consacrés à l'Aide Publique au Développement.**

L'atteinte de l'objectif de 0,7% du RNB consacré à l'aide publique au développement est plus que jamais nécessaire face aux crises qui fissurent le monde : pandémie de Covid, dérèglement climatique, guerre en Ukraine, sans compter une crise alimentaire alarmante qui découle des trois précédentes. Notre pays s'est engagé à atteindre les 0,7% du RNB en aide au développement en 2030. Pour respecter cet engagement, notre pays doit ancrer dans la loi budgétaire une croissance linéaire et contraignante de l'Aide Publique au Développement (APD). Par ailleurs, notre pays plaidera au sein du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE pour mettre fin à la comptabilisation de l'« aide fantôme » dans l'APD, comme les frais d'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile, les allègements de dettes ou les coûts imputés forfaitairement d'étudiant·es étranger·es. Enfin, indépendamment des montants alloués à l'APD, la Belgique continuera à soutenir des politiques d'annulation et d'atténuation des dettes des pays à bas et moyens revenus, tant vis-à-vis de créanciers publics que privés.

### **Entamer une réflexion profonde sur notre système de coopération de développement afin qu'il soit en adéquation avec les aspirations des populations bénéficiaires.**

Notre modèle de coopération au développement montre ses limites depuis plusieurs années. Les associations du secteur plaident pour une réflexion nécessaire à une évolution vers une coopération qui soit réellement solidaire. Cela passe par un changement de paradigme, qui prend notamment en compte les principes d'Istanbul, publiés par les organisations de la société civile en 2010. Ces derniers plaident pour :

- Des partenariats équitables et solidaires ;
- L'apprentissage mutuel ;
- L'engagement pour un changement positif durable ;
- Le respect et la promotion des droits humains ;
- L'égalité et l'équité des genres ;
- L'autonomisation des personnes ;
- La participation démocratique ;
- La durabilité environnementale ;
- La pratique de la transparence et de la responsabilité.

### **Mettre les droits humains au cœur de la politique internationale et faire de la Belgique une référence sur les enjeux sociaux et écologiques ainsi que sur la défense des droits des femmes et des minorités de genre.**

Nous voulons que la politique étrangère de la Belgique ait pour priorité la promotion des droits humains et les objectifs de développement durable, et non le seul souci de la diplomatie économique.

Nous souhaitons que Belgique se profile en leadeuse mondiale et en référence internationale en matière de respect d'engagements humains, sociaux et environnementaux, mais aussi dans la protection et la promotion des droits des femmes et des minorités de genre.

Nous souhaitons renforcer la cohérence des politiques avec les objectifs de développement durable, notamment en renforçant les mécanismes de concertation et de suivi des politiques publiques belges, européennes et internationales.

### **Soutenir une aide publique au développement orientée vers les pays les plus fragiles, basée sur des partenariats égaux en vue de réduire les inégalités Nord-Sud et de réaliser les objectifs de développement durable.**

---

<sup>1</sup> <https://ecolo.be/wp-content/uploads/2024/03/2024-Programme-consolide-final.pdf>

Nous souhaitons assurer l'alignement et l'appropriation démocratique de l'ensemble de l'aide publique au développement, et éliminer toute forme de conditionnalité liée aux intérêts propres de la Belgique ou de l'UE, qu'ils soient économiques, migratoires ou sécuritaires.

Nous souhaitons maintenir un soutien structurel aux organisations non gouvernementales de la coopération au développement, tout en garantissant leur autonomie.

Nous veillerons à ce que le soutien au secteur privé et à la Banque BIO (Société belge d'Investissement pour les Pays en Développement) s'aligne bien sur les priorités de la coopération belge au service des objectifs de développement durable.

En ce qui concerne l'aide humanitaire, nous poursuivrons le soutien structurel à ce secteur afin de répondre aux multiples crises tant nouvelles que les crises dites « oubliées » et nous garantirons aux ONG l'accès aux fonds flexibles.

Enfin, nous renforcerons l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire en Belgique, en y consacrant au minimum 3% du budget de l'APD, et soutiendrons le secteur dans son ensemble dans son processus de décolonisation.

**Protéger davantage les travailleurs et les travailleuses des organisations humanitaires, par une meilleure analyse des risques encourus, un cadre légal renforcé de protection de leurs activités et un statut international ad hoc.**

Le nombre d'incidents visant les travailleuses et travailleurs des organisations humanitaires demeure très préoccupant. En 2022, 444 travailleuses et travailleurs humanitaires ont été touchés dans l'exercice de leur fonction, pour un total de 116 décès. Or ces actes hostiles constituent des obstacles majeurs à l'accès à l'aide humanitaire des populations qui en ont besoin, et que le droit international leur garantit.

Nous souhaitons :

- Renforcer les cadres de protection des humanitaires sur le terrain, par le biais notamment d'efforts diplomatiques renouvelés ;
- Mieux documenter et analyser les attaques subies par les humanitaires et les risques qu'ils et elles encouruent à travers le monde, en prenant en compte la tendance à la criminalisation des actions de solidarité ;
- Définir un statut international propre aux acteurs et actrices humanitaires valable en toute circonstance, y compris dans le cadre d'une réponse aux catastrophes naturelles ou de l'assistance aux migrant-es ;
- Créer au sein des Nations Unies une fonction de rapporteur-euse spécial-e en charge de l'amélioration de la protection de l'action humanitaire ;
- Améliorer tant la qualité que la quantité des poursuites légales contre les auteurs d'attaques envers les travailleurs et travailleuses des organisations humanitaires. Celles-ci doivent notamment être soutenues financièrement pour disposer des moyens leur permettant de recevoir réparation et justice.

Consacrer au moins 15 % du budget de la Coopération au développement à la réalisation du droit à l'alimentation, par l'appui aux organisations paysannes et de femmes rurales, ainsi qu'aux politiques publiques renforçant la souveraineté alimentaire des pays partenaires.

Les populations paysannes et rurales représentent 80 % des personnes les plus affectées par la pauvreté et la faim (FAO, 2022). Elles sont notamment victimes d'accaparement de leurs terres et de leurs ressources naturelles dont elles dépendent pour leur survie. Elles sont par ailleurs de plus en plus exposées aux impacts du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. Le droit à l'alimentation doit être placé au centre des politiques publiques, aussi à l'international, et opérer une transition vers la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.

La coopération au développement doit définitivement s'affranchir d'une forme de paternalisme désuet pour rester crédible et attirer les ressources et l'intérêt politique qu'elle mérite.

La coopération internationale de la Belgique doit s'inscrire dans le cadre de l'UE et soutenir un monde plus humain et multilatéral.

Elle doit poursuivre ses objectifs de lutte contre la pauvreté et les inégalités, tout en veillant à la stabilité du monde, à la lutte contre le réchauffement climatique et la perte de biodiversité.

Il s'agit de calibrer notre approche de la coopération au développement avec la sécurité humaine et la sécurité climatique avec comme axes principaux :

- Protection contre la pauvreté, contre la corruption et la mauvaise gouvernance.
- Prévention des conflits.
- Promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
- Atténuation du changement climatique, Atténuation & Résilience.
- Protection et Conservation des ressources naturelles.
- Opportunités économiques et autonomisation des populations locales.
- Assistance post-conflit (avec appui aux programmes d'assistance aux victimes et du nettoyage des terres polluées d'engins explosifs).

Il ne s'agit pas de charité, mais d'intérêts mutuels qui doivent permettre à chacun de nos contemporains de vivre dignement, de préserver la paix et de réduire les migrations non voulues. Il s'agit de coopérer ensemble pour des intérêts mutuels en vue de préserver les biens publics mondiaux. La coopération visera à renforcer la bonne gouvernance et luttera contre la corruption des élites.

### **Nous voulons :**

- Respecter l'objectif de 0,7 % du PIB de la Belgique consacré à l'aide publique au développement fixé par l'OCDE.
- Simplifier les procédures de la coopération au développement pour lui donner plus de souplesse et de réactivité, en lien direct avec les acteurs locaux (autorités, société civile).
- Renforcer nos liens dans ce domaine avec nos partenaires européens, les institutions de l'UE et la société civile dans une large vision « Team Europe ».
- Établir un véritable partenariat politique, économique et sociétal avec l'Union africaine et ses États membres en soutenant l'Agenda 2063 de l'UA.
- Accorder une attention particulière à la République Démocratique du Congo, au Rwanda et au Burundi dans le cadre d'un partenariat entre égaux, basé sur des valeurs communes et un respect mutuel.
- Déployer l'aide au développement, tant au niveau belge que dans les pays européens, sur base des objectifs de développement durable en misant davantage sur la capacité de mobilisation et la résilience des sociétés civiles respectives. Pour ce faire, la part relative de la coopération indirecte (universités, ONG, opérateurs culturels...) sera augmentée.
- Considérer la coopération comme un instrument de politique étrangère de la Belgique (Approche 3D : Développement, Diplomatie, Défense).
- Les dispositifs de bourses et de stages seront revalorisés et ciblés sur des niches qui ne sont pas couvertes par des programmes européens.
- La coopération universitaire au développement, qui permet à nos établissements de mener avec leurs homologues des pays du Sud des projets de recherche, de formation et d'appui à la gouvernance académique, continuera de bénéficier d'un soutien structurel.
- Renforcer la participation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Wallonie et de Bruxelles dans toutes les organisations internationales dont elles sont membres. En particulier, la Fédération

---

<sup>2</sup> [https://www.lesengages.be/wp-content/uploads/2024/02/lesengages\\_programme2024\\_complet\\_2\\_v2.pdf](https://www.lesengages.be/wp-content/uploads/2024/02/lesengages_programme2024_complet_2_v2.pdf)

Wallonie-Bruxelles s'investira activement dans la réforme de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en plaidant pour un ciblage de son action sur ses missions fondamentales que sont la langue, la culture et la solidarité. La poursuite du soutien de la Fédération aux actions de l'OIF dépendra de la capacité de celle-ci à atteindre une plus grande efficacité et un meilleur équilibre entre dépenses de fonctionnement et de programmes.

- Au nom de la promotion des valeurs, les Régions wallonne et bruxelloise s'attacheront à accroître les exigences éthiques du code de conduite européen sur les exportations d'armes et à les rendre juridiquement contraignants dans tous les États membres de l'UE.

Il s'agit notamment d'augmenter les dispositions visant à prévenir les risques de réexportation vers des zones à risque et en particulier les risques que ces armes représentent une menace pour notre propre pays.

- Renforcer le dialogue politique et économique avec les gouvernements et administrations des pays tiers avec lesquels la Belgique entretient une relation forte. Recherche avec ces mêmes pays de possibilités de développement de structures industrielles et de co-entreprises. Organiser une mobilité professionnelle bilatérale au sein de ces structures cogérées. Organiser des programmes universitaires et de recherche conjoints ainsi qu'une mobilité étudiante.
- Optimiser les relations internationales de la FWB, de la Wallonie et de Bruxelles en assurant leur gestion par un seul ministre.
- Favoriser des partenariats étroits avec les pays francophones avec lesquelles nous partageons une histoire et des valeurs communes. Il faut renforcer nos liens diplomatiques et économiques pour promouvoir les intérêts de la Belgique.
- Accroître et assurer la participation active de la Belgique au sein des organisations francophones internationales (OIF), pour favoriser la collaboration au niveau culturel, éducatif, dans un contexte de développement avec une approche globale.
- Encourager le développement de programmes éducatifs et d'échanges culturels pour promouvoir nos liens entre pays francophones.
- Soutenir les initiatives culturelles et artistiques qui mettent en avant la diversité et la richesse de la culture francophone au niveau international. Il est fondamental de mettre en place des programmes d'échanges culturels, artistiques et sportifs.
- Établir des partenariats économiques privilégiés avec les pays francophones, encourageant les échanges commerciaux, les investissements et la collaboration économique.
- Soutenir les actions de coopération et la diplomatie des villes menées au travers de l'Association internationale des maires francophones (AIMF).
- Intégrer des pratiques de développement durable dans les relations politiques et économiques avec nos partenaires, favorisant les initiatives respectueuses de l'environnement.
- Travailler en collaboration avec les pays francophones pour renforcer les mécanismes de sécurité, en mettant l'accent sur le terrorisme, la cybercriminalité et la sécurité maritime.
- Collaborer avec les pays francophones pour renforcer les systèmes de santé, améliorer les soins médicaux et lutter contre les pandémies (ex. : Ebola).
- Soutenir les initiatives visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité, en mettant l'accent sur l'éducation des filles et des femmes (ex. : objectifs du millénaire ONU).
- Favoriser la coopération scientifique et technologique avec les pays francophones, notamment en termes d'enseignement supérieur, de recherche, avec des programmes d'échanges (Erasmus francophone). Le tout pour encourager l'innovation et le partage de connaissances.
- Encourager l'adoption de technologies numériques, potentiellement communes, pour renforcer la connectivité et améliorer l'accès à l'information, aux savoirs. Le tout en assurant une formation à la critique de l'information et à l'usage des outils numériques.

## **Un partenariat d'égal à égal avec l'Afrique**

L'Afrique est un vaste continent aux réalités multiples. Elle a cependant pour socle commun d'être une terre de développement. L'Afrique, dans sa diversité, est entrée de plain-pied dans la mondialisation et elle a beaucoup à offrir à ses partenaires. Nous devons prendre la mesure de ce changement de paradigme et faire valoir nos avantages compétitifs respectifs.

L'Afrique recèle toutes les matières premières qui sont aujourd'hui nécessaires au développement écologique de nos économies globales. Une partie de celles-ci sont d'ailleurs extraites, de manière souvent peu soucieuse de quelques normes que ce soit, exportées vers la Chine où elles sont transformées à divers niveaux avant de revenir chez nous. Il s'agit d'un non-sens économique et écologique. Il convient d'aider ces pays à développer l'exploitation durable et respectueuse de ces matières, ainsi que leur transformation (première d'abord puis secondaires ou plus) sur place. Cela contribuera, rapidement, au développement d'une classe moyenne africaine qui deviendra par là-même un plus grand marché pour certains de nos produits et services. Aujourd'hui, on considère qu'avec un revenu supérieur à 4000 \$/an, il y a 25% de la population qui appartient à cette petite classe moyenne. Mais elle est mal répartie et assez faible. A titre d'exemple, en 2050, si 20% de la population appartenait à une classe moyenne acquisitive, nous parlerions alors d'un marché de 500 millions de personnes. C'est dans ce cadre qu'il convient d'envisager la coopération au développement qui peut continuer à se concentrer dans ses domaines de prédilection que sont l'agriculture, les soins de santé (global avec un accent sur les systèmes de sécurité sociale) et l'éducation (à tous les niveaux) pour permettre aux pays africains de construire leur autonomie stratégique, en lien direct avec la nôtre.

La relation particulière de la Belgique avec l'Afrique centrale, et évidemment la République Démocratique du Congo (RDC), est un atout. Cette relation est multiforme et, même si les questions liées au passé colonial ne doivent pas occulter l'extraordinaire potentiel de la Belgique dans cette région du monde où notre pays, par son approche respectueuse et son souci de la recherche de bénéfices mutuels, a une image encore très positive, contrairement à d'autres acteurs.

La RDC a des atouts pour le développement durable du pays lui-même mais, bien au-delà, du continent et même de l'Europe et nous devons à la fois pérenniser les nombreux projets mutuellement bénéfiques qui existent déjà tout en les amplifiant et en créant une multitude d'autres tant dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture que de l'exploitation intelligente des forêts et des autres ressources du pays. Un tel engagement implique un investissement à très long terme. La Belgique continuera à soutenir la mise en œuvre de la Stratégie pour les Grands Lacs qui a été adoptée par l'Union européenne en février 2022, et qui porte, en son cœur, la volonté de contribuer à ramener la paix à l'est de la RDC par le développement d'une économie vertueuse entre les pays de la région et, par la théorie des cercles concentriques, jusque chez nous.

C'est précisément cette même politique que nous devons mener avec le reste de nos partenaires sur le continent africain. En impliquant tous les acteurs, tant du secteur public que des secteurs privés sans lesquels aucun développement durable et mutuellement bénéfique ne peut voir le jour.

Au Sahel, il faut tirer les leçons des développements négatifs de ces dernières années, et adapter la Stratégie pour le Sahel, renouvelée en avril 2021. Il faut singulièrement se concentrer sur les deux objectifs que nous pouvons avoir en commun avec les pays de la région qui tournent autour des questions sécuritaires et de la lutte contre l'expansion de mouvements à caractère djihadiste et terroriste et des questions migratoires. D'abord, au sein de ces pays et du continent africain d'abord. Vers l'Europe ensuite.

---

<sup>3</sup> <https://www.mr.be/wp-content/uploads/2024/02/PROGRAMME-GEN-2024-1.pdf>



## Partenariats basés sur le dialogue

L'aide publique au développement n'est pas une fin en soi, mais elle a démontré son efficacité auprès des populations les plus vulnérables en soutenant le développement économique et social dans les pays pauvres et fragiles. Dans un monde de plus en plus interdépendant, elle prend tout son sens et joue un rôle essentiel dans la promotion de la solidarité, des droits humains et de la stabilité internationale.

Elle participe à l'éradication de l'extrême pauvreté et des inégalités, à la résolution des enjeux environnementaux planétaires et donc à la réalisation de l'agenda 2030 des Nations Unies en faveur des Objectifs de développement durable.

Il est nécessaire de repenser les politiques d'aide au développement en y intégrant un mode de coopération plus réciproque. Le dialogue de société à société doit être la base des politiques de coopération. C'est dans cette optique que le PS fait de la logique de « partenariat pour le développement » une priorité absolue.

La logique de « partenariat pour le développement » dans laquelle doit s'inscrire la coopération n'est possible que si elle dispose de budgets adéquats et si l'ensemble des SPF et ministères fédéraux (en particulier, les Affaires étrangères et la Défense) s'inscrivent pleinement dans les Objectifs de développement durable (ODD).

Pour poursuivre les efforts qui nous inscrivent dans la réciprocité, les échanges et le dialogue, le PS propose de :

- Coopérer avec les pays partenaires dans le cadre d'un partenariat basé sur un réel dialogue dans le respect de chaque partenaire, de leurs priorités eu égard aux Objectifs du développement durable, en réaffirmant la primauté du respect des droits humains et en contribuant à la création/consolidation d'un État de droit ;
- Créer une conférence interministérielle en charge de la cohérence des politiques pour le développement. Elle pourrait également prendre la forme d'un groupe de travail au sein de la conférence interministérielle pour le développement durable. Cela permettrait, notamment, de faire adopter un plan d'action et de renforcer la coordination entre tous les acteurs belges de la coopération, aux différents niveaux de pouvoir, autour des objectifs pour le développement durable et dans le but d'accroître l'efficacité et l'efficacé de l'aide ;
- Définir les objectifs pour la coopération au développement à long terme et mettre l'accent sur la continuité et la stabilité du secteur ;
- Renforcer le respect des principes de l'efficacité de l'aide de la Déclaration de Paris (2005), en particulier les principes de l'appropriation démocratique des pays partenaires et de leurs populations locales, et de l'alignement sur leurs priorités et besoins ;
- Maintenir la stratégie de concentration de la coopération belge dans les pays les moins avancés (PMA) et les États fragiles et aligner l'ensemble des notes stratégiques sur les besoins particuliers de ces pays ;
- Construire des partenariats euro-africain et euro-méditerranéen pour le développement durable en vue de réduire les inégalités Nord-Sud et de réaliser l'agenda 2030 de l'ONU dans le voisinage européen ;
- Inscrire l'ensemble de la politique internationale de notre pays dans une logique de développement et d'approche globale sur base d'un partenariat multi-acteurs. En d'autres mots, les décisions à portée internationale de la Belgique doivent toutes s'inscrire dans la même logique de cohérence des politiques en faveur du développement. Il est essentiel que la Belgique crée des synergies entre les trois départements, à savoir la Coopération, la Défense et les Affaires étrangères ;
- Améliorer le processus d'élaboration des programmes bilatéraux en :

---

<sup>4</sup>[https://assets.nationbuilder.com/psbe/pages/3323/attachments/original/1710241108/Programme\\_PS\\_2024.pdf?1710241108](https://assets.nationbuilder.com/psbe/pages/3323/attachments/original/1710241108/Programme_PS_2024.pdf?1710241108)



- Systématisant le dialogue avec le pays partenaire et les organisations de la société civile locales lors de l'élaboration et du suivi des programmes bilatéraux ;
- Y associant, dès leur conception, les autorités des pays partenaires pour travailler avec eux, de manière transparente et inclusive, à la définition de la hiérarchisation des priorités du pays partenaire ;
- Assurer que le contrat de gestion de la Société belge d'investissement pour les pays en développement, BIO, fasse systématiquement référence au cadre normatif du droit international de protection des droits humains et que son action intègre pleinement le devoir de vigilance en matière de droits humains, le droit du travail et les normes environnementales ;
- Renforcer la présence de la société civile au sein du Conseil fédéral du développement durable (CFDD) qui est chargé de donner des avis à l'autorité fédérale belge sur la politique fédérale de développement durable.

### **Une trajectoire budgétaire ambitieuse**

En 2022, l'aide publique au développement a substantiellement augmenté à travers le monde. Cela s'explique essentiellement par l'augmentation de l'aide envoyée à l'Ukraine. En d'autres termes, l'aide publique au développement bilatérale vers les 46 pays dont les indices de développement humain sont les plus faibles au monde a diminué de 0,7% par rapport à 2021. Si nous pouvons saluer le soutien international déployé par les pays donateurs à l'Ukraine, nous devons néanmoins rester attentifs à ce que ce dernier ne se fasse pas au détriment des pays les plus pauvres du monde.

Les socialistes entendent poursuivre une trajectoire budgétaire qui permettra, à terme, de consacrer 0,7% du revenu national brut à l'aide publique au développement. Le budget alloué aux politiques de développement est resté relativement stable sur l'ensemble de la législature 2019-2024, avec une moyenne de 0,44 % du RNB, ce qui est identique à la moyenne de la législature précédente.

Pour rappel, l'accord du gouvernement fédéral prévoyait de « définir et mettre en œuvre une trajectoire de croissance contraignante à partir de 2021 afin d'atteindre, d'ici 2030, la norme convenue au niveau international, soit, 0,7 % du RNB ». Ce principe est conforme à la Résolution 2626 (XXV) des Nations Unies qui a été adoptée le 24 octobre 1970.

La pandémie, la guerre en Ukraine ou la gestion migratoire ne peuvent pas pousser la Belgique à diminuer son aide au développement mais devraient, au contraire, l'inciter à l'augmenter. L'aide au développement ne peut pas devenir une variable budgétaire. Cela contribuerait à réduire les moyens disponibles pour financer les Objectifs de développement durable dans les pays partenaires et entrerait en totale contradiction avec les priorités actuelles. En effet, l'extrême pauvreté dans le monde a été considérablement accentuée par les crises successives que nous avons traversées ces dernières années.

De plus, il est important de noter que l'aide "fantôme", soit les autres financements comptabilisés comme de l'aide publique au développement, mais qui ne sont pas gérés par la Direction générale de la coopération au développement (DGD), a globalement diminué au cours de la législature, passant à une moyenne de 10 % de l'aide publique au développement totale, comparé à 15 % lors de la législature précédente.

S'il faut réorienter l'aide financière, il s'agit alors de le faire en soutenant davantage la société civile, en développant des formes de coopération innovantes, en associant les différents acteurs tels que les villes, les communes, les ONG, les syndicats, les migrants et les diasporas, les mutualités, les universités, etc.

C'est pour ces raisons que le PS propose de :

- Poursuivre son soutien au plan de croissance de l'aide belge au développement à l'horizon 2030, visant l'objectif de 0,7 % du revenu national brut (RNB) qui constitue un engagement juridique des pays donateurs de l'OCDE. Un rapport du Overseas Development Institute a démontré que si tous les donateurs de l'OCDE atteignaient l'objectif de 0,7% du RNB fixé par l'ONU, cela permettrait aux

pays les plus pauvres de couvrir au moins 94% de leurs besoins dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la nutrition et des services sociaux ;

- Poursuivre les efforts pour diminuer l'aide fantôme et plaider, au sein du Comité d'aide au développement de l'OCDE, pour que les frais engendrés par l'accueil de réfugiés, l'allègement de la dette, les coûts forfaitairement imputés des étudiants étrangers, etc., pourtant nécessaires, ne soient pas comptabilisés en aide publique au développement mais dans d'autres rubriques budgétaires ;
- Allouer des budgets additionnels nécessaires au respect des engagements belges en matière de financement international de la lutte contre le changement climatique afin de ne pas porter atteinte au budget de la coopération au développement et veiller, dans ce cadre, au caractère socialement juste de la transition ;
- Assurer que 60% minimum de l'aide publique au développement belge soient gérés par la DGD. L'aide publique au développement gérée par la DGD permet de financer des projets et des programmes concrets de développement ainsi que les actions d'ONG et de la société civile. Actuellement, 56% de l'aide publique au développement belge est géré par la DGD. Augmenter la part d'aide financière allouée à la société civile est utile, notamment pour développer des formes de coopération innovantes, en associant les différents acteurs présents au Nord comme au Sud tels que les villes, les communes, les ONG, les syndicats, les migrants et diasporas, les mutualités, les universités, etc. ;
- Assurer un meilleur équilibre avec la coopération multilatérale, notamment en augmentant la proportion des financements alloués à la coopération gouvernementale et non-gouvernementale ;
- Augmenter les financements pour la coopération au développement structurelle au même titre que ceux pour l'aide humanitaire ;
- Consacrer 15% du total de l'aide publique au développement au droit à l'alimentation, donc au secteur de l'agriculture, avec une priorité pour l'agriculture familiale et l'agroécologie ;
- Respecter les engagements de consacrer 0,15% du RNB et 50% de l'aide publique au développement aux pays dits « les moins avancés » ;
- Renforcer et refinancer les secteurs de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix pour apporter des réponses aux fragilités politiques et sécuritaires actuelles.

La coopération internationale doit s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités. Pour nous, elle doit contribuer au développement des capacités de production des pays du Sud. Elle stimule également un développement durable qui répond aux besoins de la population locale. Avec une attention particulière pour l'enseignement, les soins de santé et l'alimentation. Pour lutter contre le changement climatique, les transferts de nouvelles technologies doivent se faire rapidement et sans conditions.

### Contexte

Les inégalités, la pauvreté, les migrations forcées et l'interminable série de guerres dans les pays du Sud ne sont en aucun cas une catastrophe naturelle et encore moins une fatalité. Elles sont la conséquence directe d'un système basé sur la chasse aux profits et la quête de nouveaux marchés. Les 1 % les plus riches du monde possèdent plus que les 99 % restants. 81 milliardaires possèdent autant que la moitié de la population mondiale, et 10 milliardaires possèdent plus que 200 millions de femmes africaines réunies. Plus d'une personne sur dix vit en dessous du seuil de pauvreté, absolu, mais très arbitraire, de 1,9 dollar par jour, et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Au même moment, certains des hommes les plus riches du monde se livrent à une compétition pour être les premiers à s'offrir un voyage dans l'espace.

Le fossé continue de se creuser. Sur l'ensemble des richesses créées depuis 2020, près des deux tiers ont été captés par les 1 % les plus riches, soit près du double de ce que le reste de la population a perçu. Notre planète a la capacité de nourrir 12 milliards de personnes et, pourtant, toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim dans le monde. En 2017, 821 millions de personnes ont souffert de la faim, un chiffre qui repart à la hausse depuis plusieurs années, selon la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le plus grand paradoxe est peut-être le suivant : 70 % des agriculteurs ne mangent pas à leur faim. Les profits issus de l'agro-industrie sont accaparés par les actionnaires alors que 15 % de la population mondiale souffre de la faim. Entre 70 et 90 % du commerce mondial des céréales est détenu par quatre multinationales, le fameux groupe ABCD (ADM, Bunge Limited, Cargill et Dreyfus). Cela signifie que les ingrédients qui composent nos tartines, nos pâtes et nos biscuits passent pratiquement toujours entre leurs mains. Alors que la faim dans le monde augmente, ces entreprises réalisent des profits records.

Ce fossé n'est pas apparu du jour au lendemain. Grâce à une longue et héroïque lutte pour leur libération, les pays du Sud ont réussi à mettre fin à l'ère coloniale. Mais la véritable libération ne s'est pas concrétisée, car les ingérences politiques, les interventions militaires et le pillage économique se sont poursuivis sans relâche. C'est ainsi que le néocolonialisme a supplanté le colonialisme. Seuls les spécialistes savent encore dénombrer les coups d'État étasuniens et européens menés en Afrique ou en Amérique latine. On ne compte plus le nombre de leaders de mouvements sociaux dans des pays du Sud – de la Colombie aux Philippines – assassinés par des escadrons de la mort. Les accords de libre-échange se sont multipliés au cours des dernières décennies. Ils ont été utilisés comme un pied-de-biche pour ouvrir les marchés du Sud et lever tout obstacle afin de permettre aux multinationales du Nord de détruire l'industrie et l'agriculture locales au nom de la concurrence. De tels accords mènent souvent à des déforestations à grande échelle, à l'augmentation de l'agriculture industrielle et des monocultures au détriment de l'agriculture durable et de la protection sociale des agriculteurs locaux. Selon un récent rapport des Nations unies, il arrive à un Argentin sur trois de devoir sauter un repas par manque d'argent. L'Argentine est pourtant l'un des plus grands exportateurs mondiaux de soja, de maïs et de céréales.

La mondialisation du capitalisme repose sur la mondialisation de l'exploitation. Un jean fabriqué dans un atelier clandestin au Bangladesh et vendu à 54 euros dans un magasin en Europe ne rapporte que 32 centimes à la couturière qui a l'a confectionné. Au Congo, des multinationales étrangères font

---

<sup>5</sup> <https://www.ptb.be/programme>

travailler des enfants dans des mines de cuivre et de coltan. Alors que les populations africaines souffrent de la faim, les investisseurs internationaux s'approprient les terres agricoles et l'eau potable. Dans les pays du Sud, des forêts entières et des terres agricoles sont détruites pour produire du biocarburant et faire de l'élevage intensif. L'eau potable y est accaparée pour la production destinée à l'exportation.

Les smartphones et les voitures électriques font exploser la demande de certaines matières premières. Celles-ci sont souvent concentrées dans quelques pays du Sud. La République démocratique du Congo possède d'importantes réserves de cobalt utilisées pour produire des batteries Lithium-ion. Mais ce sont des multinationales étrangères qui exploitent ces mines. Les populations locales n'y gagnent quasiment rien, si ce n'est un salaire de misère pour effectuer un travail dangereux. Trois multinationales contrôlent 75 produits issus de la production de palladium, un métal indispensable au secteur automobile. Pareil pour le niobium, un matériau nécessaire à la fabrication de l'acier et de l'électronique. Certaines multinationales étrangères convoitaient également des réserves de lithium en Bolivie. Cependant, le président de gauche Evo Morales souhaitait les garder entre les mains des Boliviens. Cette situation a conduit en 2019 à un coup d'État, soutenu par les États-Unis, qui a porté la droite au pouvoir. Après ce coup d'État, Elon Musk, dont l'empire s'est construit sur le lithium bon marché, a tweeté : « Nous ferons un coup d'État contre qui nous voulons. Il faudra vous y faire ». Après une longue période de manifestations, de nouvelles élections ont finalement été organisées et ont été une nouvelle fois remportées par la gauche.

Les multinationales continuent donc de piller l'Afrique et l'Amérique latine, malgré la proclamation de leur indépendance il y a plusieurs décennies. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, année après année, les pays africains perdent 50 milliards de dollars au profit des multinationales. Pour chaque euro qui entre en Afrique par le biais de la coopération au développement, 6,5 euros retournent aux pays occidentaux. Une véritable saignée, un pillage néocolonial.

Avec le soutien des pays riches du Nord par le biais de leur appareil économique et militaire, les multinationales dépouillent les pays du Sud de leurs ressources. Les États-Unis disposent de plus de 800 bases militaires en dehors de leur territoire. Les gouvernements des pays du Nord aident chacune de leurs multinationales à régner sur les travailleurs du monde entier, tant au Nord qu'au Sud. Pour ce faire, ils n'hésitent pas à sortir leur arsenal, consistant à faire du chantage économique, en imposant des interventions structurelles dans l'économie de pays du Sud par l'intermédiaire du FMI ou de la Banque mondiale. Ils s'ingèrent dans la politique et même l'armée des pays visés, leur accordent des crédits à des conditions déraisonnables, tout en menant des politiques commerciales antisociales et néfastes pour l'environnement. Dans le Sud, les multinationales se font encore plus dévastatrices que chez nous. En quelques années, avec l'aide de la Banque mondiale, les multinationales occidentales ont pu mettre la main sur toutes les réserves d'or du Mali et pour un prix dérisoire. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international poussent ces pays à vendre leurs ressources naturelles, leur énergie, leurs services publics et même leurs réserves d'eau aux grandes multinationales. Les pays producteurs de pétrole sont soumis à une pression constante pour faire baisser leurs prix. Le milliardaire français de la droite radicale et magnat des médias Vincent Bolloré doit sa fortune à de telles pratiques. Dans les années 1980, il a acheté, pour une bouchée de pain, une grande partie de l'infrastructure (ports, chemins de fer et forêts) de pas moins de 45 pays africains. Des pays qui, avec le couteau du FMI sous la gorge, ont procédé à des privatisations massives.

La solidarité internationale peut aider les populations du Sud à reprendre le contrôle de leurs terres et de leurs ressources naturelles. C'est la seule façon de leur donner une chance de développer leur économie de manière autonome pour pouvoir s'offrir un avenir humain. Unis et organisés, les peuples peuvent faire valoir la force du nombre. Les intérêts des travailleurs du monde entier sont intimement liés. Les multinationales semblent toutes-puissantes, mais si nous parvenons à restreindre leur pouvoir, même en un seul endroit, les travailleurs du monde entier en bénéficieront. Une condamnation de Bayer-Monsanto dans le Sud renforcera la lutte en faveur d'une alimentation saine dans le Nord. Des salaires plus élevés au Bangladesh stimuleront le combat pour de meilleures conditions salariales ici. Si H&M doublait les salaires des travailleurs du textile au Bangladesh, un tee-shirt ne coûterait que 25

cents de plus. Le problème réside principalement dans la marge bénéficiaire de ces entreprises. Depuis des années, H&M flirte avec une marge bénéficiaire brute de 50 %. Pour doubler les salaires, il n'est même pas nécessaire d'augmenter le prix des vêtements. Il suffit de légèrement réduire les bénéfices. La lutte pour la préservation des ressources en eau contre Coca-Cola ou Nestlé, elle, permettra de faire progresser le droit à l'eau dans le monde.

## **Ce que nous voulons :**

### **Un. Une coopération au développement efficace**

- Nous libérons des fonds supplémentaires pour la coopération internationale. Au moins 0,7 % du PIB belge est consacré à la solidarité avec les peuples du Sud.
- Les politiques belges et européennes, en matière de commerce notamment, ne doivent pas saper le développement des pays du Sud.
- La lutte contre la pauvreté et les inégalités est placée au cœur de notre coopération internationale, avec une attention portée au droit à l'enseignement, aux soins de santé et à l'agriculture durable.
- Nous évitons toute instrumentalisation : la coopération au développement ne peut pas servir l'agenda des pays donateurs.
- Nous encourageons la participation et l'empowerment des femmes, des filles, et de la communauté LGBT+ dans les projets de coopération au développement.

### **Deux. Plus de moyens pour le développement durable et la transition écologique**

- Nous soutenons le développement des pays du Sud par un vaste programme de transferts de technologies dans les domaines de l'industrie et de l'agriculture durable, du transport, des soins de santé et de l'énergie verte.
- Nous levons les brevets sur les médicaments de base et les vaccins. Nous les rendons ainsi accessibles au secteur des soins de santé des pays du monde entier.
- La lutte contre les paradis fiscaux est une priorité. Nous protégeons les revenus de notre pays ainsi que les budgets des pays du Sud.
- Nous organisons un audit sur la dette des pays du Sud et déterminons quelle part de celle-ci est injuste et donc non remboursable.
- Nous voulons une institution de coopération internationale et de crédit équitable au sein de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), comme alternative au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale.
- Nous nous assurons que les pays à faible revenu puissent participer de manière égale à la réforme globale des règles fiscales internationales.

### **Trois. La décolonisation des relations internationales**

- Nous prônons une coopération avec les pays anciennement colonisés par la Belgique, sur pied d'égalité, dans le respect du principe de souveraineté nationale et basé sur un véritable travail de décolonisation.
- Un cours d'histoire sur le colonialisme, le néocolonialisme, l'histoire et les luttes des peuples d'Afrique est organisé dans toutes les écoles du pays.
- Nous relançons les travaux de la Commission spéciale de la Chambre sur le « passé colonial de la Belgique au Congo » pour qu'elle arrive enfin à des conclusions pratiques.
- Nous demandons des excuses officielles de la part de l'État belge et de la famille royale belge pour les crimes commis dans les anciennes colonies belges et les territoires sous mandat.
- Nous examinons comment les grosses fortunes bâties sur la colonisation peuvent payer les réparations.
- Après étude et inventaire, nous restituons les restes humains et objets pillés lors de la colonisation.
- Nous mettons à disposition du Congo, du Rwanda et du Burundi toute la recherche faite sur et en relation avec ces pays.



Le parti Défi n'a pas dans son programme de section spécifique relative à la coopération au développement<sup>7</sup>.

---

<sup>6</sup> <https://www.defi.be/nos-publications/>

<sup>7</sup> C'est pour cette raison que le parti Défi est mentionné en dernier, alors que les autres partis sont présentés par ordre alphabétique.